

*Question présentée par le député :*

*M. Vincent Maitre*

*Date de dépôt : 17 novembre 2015*

## **Question écrite urgente**

### **Sécurité : visage de la menace et moyens pour y répondre**

L'actualité internationale quotidienne et plus particulièrement les événements tragiques survenus à Paris le 13 novembre 2015 nous imposent, sans sombrer dans le catastrophisme et la paranoïa, d'analyser la situation sécuritaire de notre canton à l'aune de méthodes terroristes jusqu'alors inédites et de nous interroger sur la capacité de l'Etat à répondre de façon adaptée et proportionnée à toute éventuelle menace pour la sécurité de nos concitoyens, tout comme celle de ceux chargés de la défendre.

A fin 2014, le SRC (Service de renseignement de la Confédération) recensait 62 départs de Suisse vers des zones où font rage des conflits djihadistes. Dans le détail, 37 cas concernent la Syrie et l'Irak, les 25 autres se répartissant entre l'Afghanistan, le Pakistan, le Yémen et la Somalie. La Tribune de Genève révélait le 25.08.2015 l'existence d'un noyau de jeunes radicalisés à la Mosquée du Petit-Saconnex.

Les attentats qui ont frappé la capitale française il y a quelques jours ont démontrés, une fois de plus, la détermination et la capacité de combat grandissante du terrorisme en Europe. Ces combattants sont armés, la plupart du temps, d'armes de guerre réputées lourdes (Kalachnikov calibre 7,62mm) et ont, de ce fait, un avantage indéniable sur les forces de l'ordre. Notons aussi que, pour la première fois en Europe, les assaillants ont fait usage de ceintures explosives, ainsi que de grenades à main.

A l'exception du groupe d'intervention (GI) et du détachement de protection rapprochée (DPR), nos policiers genevois (Police, Gendarmerie et Police judiciaire) sont dotés de calibre 9mm (Mp5 ou Glock) et de munition Action-4. Dans la plupart des véhicules de service (Gendarmerie principalement) la dotation est de deux gilets lourds de classe IV et d'un pistolet-mitrailleur Mp5.

Le reste des autres unités de police sont dotées de gilet de classe III et de calibre 9mm. Selon les experts, le 9mm est un calibre inefficace face une Kalachnikov, tout comme les gilets de classe III sont inefficaces face à du calibre 7,62mm.

A Paris, le plan Rouge Alpha, dit de « riposte à multi-attentats », a été enclenché très rapidement le soir du 13 novembre 2015 et avait déjà été entraîné. Après vérification, la police genevoise ne dispose que d'un plan Amok (personne menant une tuerie dans un point donné, i.e. *Brevnik*, *Columbine*, etc.). Le principe du plan Amok repose sur l'association tactique, dans les plus brefs délais, des quatre premiers policiers sur place afin de neutraliser l'assaillant. Selon des experts, toujours, ce plan n'est efficace que si toutes les unités en service ont une dotation tactique capable de faire face à cette menace.

Mes questions sont donc les suivantes :

- 1. Quelle est l'analyse du Service de renseignement de la police sur la radicalisation potentielle ou avérée d'individus dans notre canton, d'une part, et sur les 62 départements de Suisse à destination de zones de conflits djihadistes, d'autre part?***
- 2. La Brigade de sûreté intérieure fait-elle sa propre analyse de ces questions ? Si oui, laquelle est-elle ?***
- 3. Les personnes susvisées sont-elles connues et, cas échéant, suivies ?***
- 4. Quelle est aujourd'hui l'image de la menace pour Genève?***
- 5. La police genevoise est-elle aujourd'hui capable de gérer tant opérationnellement que tactiquement une situation terroriste et multi-attentats ?***
- 6. Nos policiers sont-ils équipés de façon adéquate pour répondre, se protéger et neutraliser la menace terroriste, notamment lorsque celle-ci s'exerce par armes lourdes ?***
- 7. Les personnes gardant nos organisations internationales le sont-elles également ?***
- 8. Le Conseil d'Etat a-t-il déjà recherché, cas échéant nommé, les membres du Conseil consultatif de sécurité instauré par l'art. 3 LPol ?***
- 9. A quelle échéance ce Conseil sera-t-il opérationnel ?***

Je remercie d'ores et déjà le Conseil d'Etat pour ses réponses.